

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER des CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Prestations de nettoyage des locaux et vitrerie pour les sites portuaires de la CCI Caen Normandie et pour la SA Les Ports du Calvados

Accord-cadre n°2023_FCS_CCI_0020

Identification de l'organisme

Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie
1 Rue René Cassin
Saint-Contest
14911 CAEN CEDEX

Cette consultation s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique avec les organismes suivants :

- SA LES PORTS DU CALVADOS

Représentant du pouvoir adjudicateur

Monsieur Manuel LE ROUX, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Caen Normandie par délibération en date du 30 novembre 2021.

Objet de la consultation

Accord-cadre de prestations de nettoyage et vitrerie pour les sites portuaires de la CCI Caen Normandie et pour la SA Les Ports du Calvados.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de décrire le contenu de l'accord-cadre.

Le présent accord-cadre porte sur des prestations de nettoyage des locaux et de la vitrerie pour les sites portuaires de la CCI Caen Normandie et pour la SA Les Ports du Calvados.

Article Préliminaire. Présentation

Présentation de la Direction des Equipements Portuaires – CCI Caen Normandie



LE PORT PHYSIQUE



- Un port tout en longueur : 15 km de Caen à Ouistreham
- 164 ha de surface concédée dont 30 ha de potentiel de développement
- 15 ha de bâti et d'entrepôts locatifs entre Caen et la mer
- 9 m de tirant d'eau – Ecluses : 225 m X 28,45 m
- 5 terminaux : Ranville, Blainville, Hérouville, Nouveau Bassin et Ouistreham
- 1 point de débarque : Ouistreham



PRÉSENTATION DU PORT - LES SITES DE CAEN À OUISTREHAM TERMINAL FERRY DE OUISTREHAM



- Activité Transmanche (Ouistreham / Portsmouth)
- 3 départs par jour – Brittany Ferries
(ligne la plus performante pour la compagnie, 1^{ère} ligne hors détroit du Pas-de-Calais)
- 900 000 passagers par an – 100 000 camions – 2,5 MT par an
- Hinterland jusqu'en Péninsule Ibérique
- Terminal 15 ha sécurisés – Modernisation permanente
- 2 passerelles ro/ro (1986 / 1992)
- Extension (4,5 ha) en 2012



PRÉSENTATION DU PORT - LES SITES DE CAEN À OUISTREHAM POINT DE DÉBARQUE DE OUISTREHAM



- Terrain : 1500m²
- Longueur de quai : 200m

En 2022

Poids : 2366 tonnes

Coquilles : 1822 tonnes

Flottille locale : 17 navires

Flottille extérieure : 18 navires

Nos missions :

exploitation du Quai Charcot,
point de débarque agréé,
gestion des outils publics de pesée et de déclarations,
gestion des déchets, potence de débarque.



PRÉSENTATION DU PORT - LES SITES DE CAEN À OUISTREHAM RANVILLE ET LE MARESQUIER



RANVILLE

- Terrain : 164 000 m² dont 40 000 m² aménagés
- Entrepôts : 3700 m²
- Société ITP-InterPipe



LE MARESQUIER

- Terrain : 28 000 m² dont 16 500 m² de parking
- Entrepôts : 2 500 m²
- SIVEP dans le cadre du Brexit



PRÉSENTATION DU PORT - LES SITES DE CAEN À OUISTREHAM TERMINAL DE BLAINVILLE



- Terminal polyvalent : bois, ferrailles, sel, tourteaux, biomasse...
- Trafic ~ 500 000 tonnes par an
- Céréales : Caen est le port d'exportation de la production céréalière de la Basse-Normandie. Silos portuaires AGRIAL : 35 000 tonnes
- 125 000 m² de terre-plein
- 28 650 m² d'entrepôts
- 7 grues 10 à 64 T
- 8 séchoirs à bois, 1 100m³ de capacité
- 1 manutentionnaire : SOGEMAR
- Dernières implantations : Rougier Sylvaco, Biocombustibles, ORTEC





PRÉSENTATION DU PORT - LES SITES DE CAEN À OUISTREHAM ZONE INDUSTRIALO-PORTUAIRE CAEN-CANAL



Un programme foncier et immobilier de 10 ans (2003-2013)

- Surface de terrain acquise (2003-2013) : 65 ha
- Surface bâtiment acquise : 11 ha
- Surface bâtiment construit : 15 500 m²
- Surface réserve foncière disponible : 10 ha

Investissement global

- 53 M€ dont 40 M€ de travaux

Des connexions avec le port

- De 30 à 50 cabines par jour expédiées en Grande Bretagne par BAI
- Une voirie de desserte sous statut portuaire

Des surfaces polyvalentes

- Sous-traitance Volvo Trucks
- PME/PMI voire TPE (Bât W)
- Entreposage complémentaire pour les opérateurs portuaires



12

PRÉSENTATION DU PORT - LES SITES DE CAEN À OUISTREHAM TERMINAL D'HÉROUVILLE



QUAI DE CALIX

- Quai multi-fonctions
- Manutention verticale ou horizontale, par accostage Roll On/Roll Off à niveau d'eau constant.
- Poste DPC vrac liquide : trafic de mélasses (~ 20 000 tonnes)
- 3 675 m² de hangar, 1 grue
- 1 entrepôt frigorifique 5 150 m² SOFRINO
- Accueil de manifestations :
 - Norlanda's Cup
 - Championnat de France Inshore
- Croisières

BASSIN D'HEROUVILLE

- Bassin ex-SMN reconverti dans les années 1995-2000.
- Terminal polyvalent
- Môle à vrac avec chargement direct sur camion, train ou en entrepôt, spécialisé pour l'engrais.
- Siège de la Direction des Equipements Portuaires et postes de stationnement des remorqueurs
- Auvents 3 680m², pont bascule, bande transporteuse, 4 grues
- AGRIAL : unité de stockage, de réception et d'ensilage d'engrais 8000m²
- Trafic annuel ~ 90 000 tonnes



PRÉSENTATION DU PORT - LES SITES DE CAEN À OUISTREHAM NOUVEAU BASSIN



- Bassin principalement employé à l'accueil des paquebots de croisières, navires de prestige, yachts et voiliers de course.
- 5 586 m² de bâtiments :
 - Chantiers navals / Filière nautique
 - Associations du patrimoine maritime
 - Ecole de voile
- Evolution :
 - Renforcement de la filière nautique
 - Développement de la croisière



PORT DE PLAISANCE DE OUISTREHAM



- **Propriétaire** : Syndicat Mixte Régional des ports de Caen-Ouistreham, Cherbourg et Dieppe (Ports de Normandie) depuis le 1^{er} janvier 2007, en substitution de l'Etat.
- **Concessionnaire** : CCI Caen Normandie jusqu'au 31 décembre 2023.
- **Superficie** : 133 240 m² dont 60 000 m² de bassin
- **650 anneaux** dont 100 visiteurs
- **Effectif** : 4
- **Services** :
 - cale de mise à l'eau
 - wifi gratuit
 - 1 élévateur à bateaux (15 tonnes)
 - 1 aire de carénage sur rétention (traitement des eaux)
 - 1 station de carburant 24 h / 24
 - 1 station de pompage eaux usées, grises et noires
 - sanitaires (douches, WC)
 - électricité et eau sur tous les pontons
 - pontons sécurisés
 - location vélos...



2022	
Abonnés	457
Visiteurs	793
Nuitées	3 978



PORT DE PLAISANCE DE CAEN

- **Propriétaire** : Syndicat Mixte Régional des ports de Caen-Ouistreham, Cherbourg et Dieppe (Ports de Normandie) depuis le 1^{er} janvier 2007, en substitution de l'Etat.
- **Concessionnaire** : Ville de Caen.
- **Gestionnaire** : CCI Caen Normandie au titre d'un marché de prestations de services obtenu en 2012 et reconduit en 2016.
- **Superficie** : 12 000 m² (partie Nord uniquement)
- **Anneaux** :
 - 92, dont 16 anneaux pour plaisanciers de passage
 - 6 appontements avec catway
- **Services** :
 - pontons sécurisés et vidéo surveillance
 - sanitaires (douches, WC)
 - électricité et eau sur tous les pontons...



2022	
Abonnés	61
Visiteurs	131
Nuitées	2 102

Présentation de la SA Les Ports du Calvados

Les Ports du Calvados est une entreprise publique locale créée par le groupement d'entreprises composé de la CCI Caen Normandie et de la coopérative Copéport. Elle associe également le Département du Calvados et la Banque des Territoires.

PORTS DU CALVADOS

DIRECTION GÉNÉRALE

Bassin d'Hérouville - 978 RD 402
14200 Hérouville Saint-Clair
contact@portsducalvados.fr
02 31 35 63 00

PORT D'ISIGNY-SUR-MER

Quai Neuf
14230 Isigny-sur-Mer
isigny@portsducalvados.fr
Plaisance: 06 86 14 83 20
Services techniques*: 02 31 22 19 17

PORT DE GRANDCAMP-MAISY

Quai Henri Chéron
14450 Grandcamp-Maisy
grandcamp@portsducalvados.fr
Plaisance: 06 86 14 83 20
Pêche professionnelle: 02 31 51 68 00
Services techniques*: 02 31 22 19 17

PORT DE PORT-EN-BESSIN

Avenue Général de Gaulle
14520 Port-en-Bessin-Huppain
portenbessin@portsducalvados.fr
Plaisance
Abonnés: 02 31 37 51 69
Visiteurs: 02 31 22 45 80
Pêche professionnelle: 02 31 51 68 00
Services techniques*: 02 31 22 19 17

*Réservé aux usagers

PORT DE COURSEULLES-SUR-MER

Quai Ouest - 14470 Courseulles-sur-Mer
courseulles@portsducalvados.fr
Plaisance: 02 31 37 51 69
Pêche professionnelle: 02 31 51 68 00
Services techniques*: 02 31 22 19 17

PORT DE DIVES-CABOURG-HOULGATE

Quai Bernard Magne - 14160 Dives-sur-Mer
dives@portsducalvados.fr
Plaisance: 02 31 24 48 00
Pêche professionnelle: 02 31 51 68 00
Services techniques*: 02 31 98 72 82

PORT DE DEAUVILLE-TROUVILLE

3 Quai des Marchands - 14800 Deauville
Plaisance: 02 31 98 30 01
deauville@portsducalvados.fr
Pêche professionnelle: 02 31 51 68 00
trouville@portsducalvados.fr
Services techniques*: 02 31 98 72 82

PORT DE HONFLEUR

Quai du Bassin Camot - 14600 Honfleur
honfleur@portsducalvados.fr
Plaisance: 02 31 49 19 17
Pêche professionnelle: 02 31 51 68 00
Services techniques*: 02 31 98 72 82



Venez découvrir nos
**PORTS DU
CALVADOS**

WWW.PORTSDUCALVADOS.FR



Une compétence

Des opérateurs économiques

Un partenaire financier





PORTS DU CALVADOS

Depuis le 1^{er} janvier 2023, la gestion et l'exploitation des 7 ports départementaux du Calvados sont confiées à la Société d'Economie Mixte à OPération Unique (SEMOP) « PORTS DU CALVADOS », structure répondant au souhait du Département du Calvados de dynamiser le développement de ses ports, harmoniser la qualité et l'entretien des infrastructures et renforcer leur attractivité.



Plaisance · Pêche · Croisière

Article 1. Décomposition

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Prestations de nettoyage et vitrerie pour les sites portuaires de la CCI Caen Normandie
02	Prestations de nettoyage et vitrerie pour les sites portuaires secteur « ouest » de la SA Les Ports du Calvados
03	Prestations de nettoyage et vitrerie pour les sites portuaires secteur « est » de la SA Les Ports du Calvados

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Article 2. Lot n°1 : Prestations de nettoyage et vitrerie pour sites portuaires de la CCI Caen Normandie

2.1 Les sites concernés par le lot n°1

- Site 1 : **Terminal Ferries de Ouistreham**
Gare maritime
14150 OUISTREHAM
Zone Accès Restreinte
Cf : procédure d'accès en Zone Restreinte en annexe.
- Site 2 : **Port de plaisance de Ouistreham**
Bassin de plaisance
14150 OUISTREHAM
- Site 3 : **Port de plaisance de Caen**
2, quai de la Londe
14000 CAEN
- Site 4 : **Locaux de la Direction des Equipements Portuaires**
Bassin d'Hérouville
978 RD 402
14200 HÉROUVILLE SAINT CLAIR
- Site 7 : **Bâtiment W – Colombelles (14460)**
Avenue des Canadiens
- Site 10 : **Poste de garde C – Blainville sur Orne (14450)**
Rue du Canal
- Site 11 : **SIVEP – Ouistreham (14450)**
Rue de La Crête au Coq

Article 3. Lot n°2 : Prestations de nettoyage et vitrerie pour les sites portuaires secteur « ouest » de la SA Les Ports du Calvados

3.1 Les sites concernés par le lot n°2

- Site 1 : **Port d'Isigny sur mer (14230)**
Quai Neuf
- Site 2 : **Port de Grandcamp-Maisy (14450)**
Quai Henri Chéron

- Site 3 : **Port de Port-en-Bessin (14520)**
Avenue Général de Gaulle
- Site 4 : **Port de Courseulles sur mer (14470)**
Quai Ouest

Article 4. Lot n°3 : Prestations de nettoyage et vitrerie pour les sites portuaires secteur « est » de la SA Les Ports du Calvados

4.1 Les sites concernés par le lot n°3

- Site 1 : **Port de Dives-Cabourg-Houlgate (14160)**
Quai Bernard Magne
- Site 2 : **Port de Deauville-Trouville (14800)**
3 Quai des Marchands
- Site 3 : **Port de Honfleur (14600)**
Quai du Bassin Carnot

Article 5. Dispositions communes aux trois lots - Prestations requises

5.1. Généralités

Les besoins du pouvoir adjudicateur peuvent être évolutifs en cours d'exécution de l'accord-cadre.

5.2. Prestations de nettoyage des locaux à exécuter

Les prestations sont réparties trois lots. Elles sont à réaliser conformément aux « annexes par site (plans, fréquences de passages et de prestations) », jointes en annexes.

5.3. Prestations de nettoyage de la vitrerie à exécuter

Les prestations sont à réaliser conformément aux « annexes par site (plans, fréquences de passages et de prestations) », jointes en annexes.

Les dates des prestations seront obligatoirement fixées en accord avec le pouvoir adjudicateur pour être effectuées entre le 1^{er} et le 10 de chaque mois. Le titulaire devra impérativement consulter l'agent du pouvoir adjudicateur chargé du suivi du présent accord-cadre dans un délai minimum de quarante-huit heures (48h) avant la prestation.

Chaque prestation fera l'objet d'une traçabilité sous la forme d'un bon de passage daté, à faire signer sur place à la fin de la prestation à l'agent du pouvoir adjudicateur chargé du suivi du présent accord cadre.

5.4. Fournitures

La fourniture des produits et matériels liés à l'exécution est à la charge du titulaire de l'accord-cadre (incluant les sacs poubelles).

5.5. Consommables

La fourniture et la mise en place des consommables est à la charge du pouvoir adjudicateur.

Si l'agent du titulaire constate le manque de consommable sur un site, celui-ci doit impérativement en informer le responsable de site.

Article 6. Modalités d'exécution

6.1. Généralités

Les prestations de nettoyage sont impérativement à effectuer **conformément** aux « annexes par site (plans, fréquences de passages et de prestations) », jointes en annexes. **Le titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des prestations sur le créneau horaire fixé par le pouvoir adjudicateur.**

Toute prestation s'effectue sous l'entière responsabilité du titulaire de l'accord-cadre. Le titulaire est notamment responsable des dégradations autres que l'usure normale et des conséquences que ces dégradations pourront engendrer (prises électriques, robinets, canons de serrures, produits mal adaptés, etc...).

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès à certaines pièces.

Les bâtiments sont équipés d'un système de vidéo-surveillance autorisé par les services préfectoraux.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur pourront procéder avant le commencement des prestations, à une information réciproque sur les mesures de sureté, de sécurité, les risques encourus et les mesures de prévention envisagées, lors de la réunion de démarrage de l'accord-cadre.

En cas d'utilisation d'un véhicule (type nacelle par exemple), chaque conducteur devra être en possession du permis spécifique requis ; les véhicules et leur contenu devront être répertoriés sur une fiche « outils métiers » fournie par la société.

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur pourront procéder avant le commencement des prestations, à une information réciproque sur les risques encourus et les mesures de prévention envisagées.

6.2. Déplacement et remise en place

Les mobiliers et matériels divers (tables, fauteuils, sièges, cendriers, poubelles, plantes, fournitures de bureau, etc....) qui auront été déplacés pour permettre l'exécution d'une prestation, devront impérativement être replacés comme à l'origine et ne subir aucune détérioration de quelque nature que ce soit.

Le matériel informatique, ne devra en aucun cas être utilisé, débranché ou déplacé.

En fin d'opération de nettoyage d'une pièce ou d'un couloir, les lumières seront éteintes et les portes fermées (sauf directive exceptionnelle du pouvoir adjudicateur).

6.3. Gestion des déchets

La collecte de tous les déchets est à la charge du titulaire.

Le titulaire s'engage à l'utilisation des sacs à déchets de nature, de contenance et de couleur en corrélation avec l'évolution de la démarche environnementale du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur a mis en place un système de tri des déchets.

Les déchets en plastique ou en verre (bouteilles, tasses, verres, etc...) devront faire l'objet d'une collecte avec tri sélectif.

Le titulaire procèdera au remplacement régulier des sacs poubelles, conformément à aux « annexes par site (plans, fréquences de passages et de prestations) », jointes en annexes.

Des containers dédiés sont mis à la disposition du titulaire pour entreposer chaque type de déchets.

6.4. Développement durable

Le pouvoir adjudicateur étant dans une démarche de certification pour certains de ses sites, le titulaire portera une attention particulière à l'environnement, et notamment dans l'utilisation des produits employés. Les ports de plaisance bénéficiant d'un label de gestion environnementale, il est demandé au titulaire de proposer des produits écologiques efficaces.

Le pouvoir adjudicateur portera une attention particulière à l'environnement, et notamment dans l'utilisation des produits employés par le titulaire. Le candidat fournira une fiche technique pour chaque produit qu'il projette d'utiliser lors du présent accord-cadre. En cas de changement de produits en cours d'exécution, le titulaire remettra les fiches produits correspondantes.

Le titulaire est tenu d'intégrer dans l'exécution des prestations qui lui sont confiées toutes dispositions d'ordre légal ou réglementaire relatives à la protection de l'environnement qui interviendraient pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

6.5. Ressources humaines

Formation

Le titulaire s'engage à former régulièrement son personnel tant à la technicité qu'à la sécurité du métier et des lieux. Les frais de formation sont à la charge du titulaire.

Comportement du personnel

Le personnel de l'entreprise titulaire devra faire preuve de la plus grande correction et discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

Le titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ou de la manipulation d'engins nécessaires à leur mission, ainsi que des vols qui peuvent être commis par ses employés.

Le personnel du titulaire n'est pas autorisé, sauf cas d'urgence, à utiliser les téléphones, ordinateurs ou tout autre matériel du pouvoir adjudicateur.

Encadrement du personnel

Pour la réalisation des prestations, le titulaire s'engage à mettre en place le personnel nécessaire, en vue de la bonne exécution du présent accord-cadre.

Si les prestations sont réalisées par des équipes, les responsables seront nommément désignés par le titulaire et leurs noms transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaîne hiérarchique :

- **Responsable de site :**

Le titulaire prévoira un responsable chargé de l'encadrement du personnel **non œuvrant**. Ce responsable sera également tenu d'assurer des visites régulières et de remédier immédiatement aux dysfonctionnements que lui-même ou le pouvoir adjudicateur seront amenés à constater. Il devra se rendre, le cas échéant, aux convocations du pouvoir adjudicateur en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières à transmettre aux équipes en place.

Ce responsable assurera :

- La distribution des tâches, la surveillance et l'exécution du travail ;
- La coordination du travail des agents de service ;
- La formation des agents de service ;
- La discipline ;
- Le contrôle du travail et/ou la vérification de la qualité ;

- La traçabilité de réalisation des prestations ;
- La sécurité du personnel et des biens ;
- Le respect des règles d'hygiène ;
- Le respect du planning horaire ;
- La suffisance des approvisionnements en matières premières de toutes sortes et d'outils de travail ;
- Le respect de la réglementation et de toute législation liée à la profession ;
- Le respect des exigences du pouvoir adjudicateur ;
- La liaison avec le pouvoir adjudicateur ;
- La communication mensuelle du bilan des contrôles internes ;
- Et, d'une manière générale, de l'application des clauses du CCTP.

Le responsable de site doit impérativement être joignable du lundi au vendredi entre 8h00 et 18h00 et doit faire preuve de réactivité.

- **Agents de nettoyage :**

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites au CCTP et la répartition journalière de ces effectifs seront fixés par le titulaire dans le mémoire justificatif joint à son offre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire l'accès à certains locaux et de demander le remplacement des employés ne donnant pas satisfaction. A cette fin, le titulaire devra procéder au remplacement sous un délai maximal de 72h à compter de la notification écrite de la demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur avant tout commencement d'exécution la liste nominative des employés, ainsi que leur qualification. Cette liste sera tenue à jour au cours de l'exécution de l'accord-cadre et devra donc faire mention des modifications qui pourraient intervenir dans la composition de l'équipe.

Il devra, en outre, lors des remplacements (pour congés par exemple ou longue absence d'un agent titulaire) fournir les renseignements nécessaires au minimum 48h avant la prestation.

Les dispositions de l'article 7 (article 7.1 à 7.7) de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 sont applicables.

En effet « en vue d'améliorer et de renforcer la garantie offerte aux salariés affectés à un marché faisant l'objet d'un changement de prestataire, les partenaires sociaux ont signé un accord le 29 mars 1990, intégré dans l'article 7 de la présente convention, destiné à remplacer l'accord du 4 avril 1986 relatif à la situation du personnel en cas de changement de prestataire, dénoncé à compter du 23 juin 1989, en prévoyant la continuité du contrat de travail des salariés attachés au marché concerné dans les conditions stipulées par le présent texte ».

L'entreprise sortante et l'entreprise entrante devront, le cas échéant, entrer en contact pour faire application du texte susvisé.

6.6.-Technique

Matériels :

Le titulaire doit s'engager à mettre en place en temps voulu, le matériel nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre. Il établira dans son mémoire technique, la liste des matériels en nombre, et qualité, qu'il prévoit de mettre en place pour assurer les prestations.

Cette liste doit être accompagnée d'une notice technique précisant notamment la provenance, la composition et l'origine de ces matériels et produits, ainsi que les références d'utilisation.

Par ailleurs, les matériels devront être adaptés pour la réalisation de l'entretien et à la configuration des locaux.

Les matériels de nettoyage devront être mis à disposition des agents en nombre suffisant et en parfait état de propreté afin d'assurer la prestation demandée. Ces matériels devront être dimensionnés eu égard au travail à effectuer.

A ce titre, le titulaire devra présenter les matériels sur simple demande verbale du pouvoir adjudicateur.

Tout matériel défectueux devra être mis hors service et remplacé par le titulaire à ses frais.

Le titulaire s'engagera à réaliser la vérification périodique de ses matériels conformément à la législation en vigueur.

En cas de changement de matériels, le titulaire en informera l'agent du pouvoir adjudicateur chargé du suivi du présent accord cadre.

L'utilisation de tout moteur thermique, à essence ou à propane est interdite, sauf accord du pouvoir adjudicateur (notamment pour les nacelles).

Les appareils à énergie électrique (ex : auto-laveuse) devront obligatoirement être calibrés à 16 A (380 V triphasé ou 220 V monophasé). Par ailleurs, il sera interdit de brancher plusieurs appareils sur la même prise, y compris par l'intermédiaire de fiches multiples. En cas de manque de prise électrique, le titulaire devra en justifiant sa demande, en informer le pouvoir adjudicateur qui l'étudiera.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire les matériels dont l'utilisation sera susceptible de provoquer des dégradations. Tout dommage causé aux installations et équipements sera mis à la charge du titulaire.

Produits et consommables

Le titulaire doit s'engager à mettre en place et utiliser les produits consommables nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre, tels qu'ils sont définis dans son offre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'interdire les produits et consommables dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations.

Par ailleurs, le titulaire de l'accord-cadre s'engage au suivi de l'évolution des réglementations et à adapter les produits et consommables qu'il utilise en fonction de ces évolutions.

Vêtements de travail

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté et de qualité, y compris les chaussures, et éventuellement d'un vêtement de protection si nécessaire. La fourniture, le nettoyage et l'entretien de ces vêtements est à la charge du titulaire.

Tous les agents en activité, y compris le personnel d'encadrement, porteront un insigne distinctif ou la marque de leur entreprise.

Aucun agent ne pourra être admis s'il n'est pas vêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

Le titulaire est tenu de fournir à ses salariés tous les Equipements de Protection Individuels (EPI) nécessaires à l'exécution de leurs tâches et appropriés aux risques encourus.

6.7. Accès aux locaux et équipements

Le pouvoir adjudicateur, si celui-ci le juge nécessaire, dotera le titulaire de clés, badges et autres outils d'accès, en quantité suffisante, permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations.

Le prestataire en assure la gestion interne, notamment en cas de remplacement de personnel.

En cas de perte ou de vol, le titulaire avisera aussitôt le pouvoir adjudicateur des exemplaires manquants ; ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif en vigueur.

En fin d'accord-cadre, le titulaire sera tenu de les remettre au pouvoir adjudicateur ; en cas d'exemplaires manquants, ceux-ci feront l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif en vigueur.

Le titulaire devra fournir au pouvoir adjudicateur avant tout commencement d'exécution la liste nominative des employés, ainsi que leur qualification. Cette liste sera tenue à jour mensuellement et devra faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition de l'équipe.

Il devra, en outre, fournir les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront exigés pour la circulation de ce personnel sur les sites concernés. Cette disposition pour chaque employé dépêché sur site concerné ou en cas de changement d'un ou plusieurs des renseignements nécessaires déjà présents sur le laissez-passer de l'employé et ceci au minimum 72h avant la prestation.

6.8. Prestations fournies par le pouvoir adjudicateur

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations seront assurées gratuitement par le pouvoir adjudicateur. Par ailleurs, un lieu de stockage est à la disposition du prestataire pour le matériel lié à l'exécution du présent accord-cadre.

Article 7. Circonstances exceptionnelles

7.1. Demande de non-exécution :

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser l'exécution de certaines prestations, dans certaines pièces, pour des raisons liées à l'exploitation des locaux. Le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire.

7.2. Sujétions imprévues :

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées, notamment si elles causent l'interruption ou le report de toute opération.

7.3. Absence agents :

En cas d'absence d'agents, le titulaire s'engage à effectuer les prestations exigées par le présent CCTP dans la journée (avant minuit) de l'envoi d'un mail par le pouvoir adjudicateur. Dans le cas contraire, l'article 10.2 du CCAP s'appliquera.

7.4. Prestations ponctuelles :

Nettoyage :

Le titulaire devra être en mesure d'effectuer des travaux de nettoyage ponctuels supplémentaires. Le coût fera l'objet d'un devis particulier en fonction du taux horaire indiqué dans l'annexe financière de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur préviendra le titulaire au moins avant 48h avant la date d'intervention.

Travaux de nettoyage – locaux à caractère industriel :

Le titulaire devra être en mesure d'effectuer des travaux de nettoyage dans des locaux à caractère industriel (avec utilisation de nettoyeurs haute pression et/ou roto laveuse).

Prestations équipées d'une autolaveuse :

Le titulaire devra être en mesure d'effectuer des prestations de nettoyage des locaux par autolaveuse.

Nettoyage approfondi des blocs sanitaires dit « nettoyage piscine » :

Le titulaire doit proposer, concernant les blocs sanitaires, un nettoyage « piscine », c'est à dire une remise en état totale et en profondeur : murs, cloisons de douches ou de toilettes, sols.

Il est précisé que cette possibilité ouverte au pouvoir adjudicateur n'exonère pas le titulaire du nettoyage régulier des murs, cloisons de douches ou de toilettes, sols, tels que prévus dans les fiches de fréquence.

Le titulaire décrit les procédés mis en œuvre (produits et moyens matériels employés) et le temps passé effectuer la prestation.

Vitrerie :

Le titulaire devra être en mesure d'effectuer des travaux de vitrerie ponctuels supplémentaires.

Le coût fera l'objet d'un devis particulier en fonction des taux horaire indiqués dans l'annexe financière de l'accord-cadre.

Le titulaire, conformément à l'annexe financière, fournira un taux-horaire pour les prestations de vitrerie avec utilisation de nacelle et un pour celles sans utilisation de nacelle.

Article 8. Contrôle et critères de qualité

8.1. Contrôle des prestations

Afin de s'engager dans une démarche d'amélioration de la qualité, différents niveaux de communication seront établis avec le titulaire.

Le titulaire devra être doté d'un outil de pilotage numérique permettant les échanges d'information et garantissant une parfaite traçabilité de l'ensemble des activités : accès 24h/24 et 7j/7.

Cet outil permettra de gérer notamment :

- Les plannings ;
- Les demandes ;
- Le télépointage ;
- Les contrôles ;
- Les remplacements ;
- Les suivis et la traçabilité des interventions ;
- Le stockage et la mise à disposition de documents, etc...

Suivi régulier des prestations :

Le pouvoir adjudicateur centralise les informations et remarques des usagers des locaux et lui seul est habilité à prendre contact avec le titulaire concernant l'application technique et organisationnelle de l'accord-cadre.

Réunion mensuelle :

Une réunion mensuelle entre le titulaire et le responsable de chaque site sera organisée afin de suivre l'exécution de l'accord-cadre et le cas échéant, de trouver des solutions aux dysfonctionnements. Le titulaire devra prévoir et organiser chacune de ces réunions.

Carnet de liaison numérique :

Le carnet de liaison numérique permet de faire remonter toutes remarques et réclamations ainsi que les réponses apportées par le titulaire.

Ce carnet de liaison a également pour but de notifier tous les événements ou incidents survenus lors de la prestation, ou étant de nature à modifier la bonne réalisation de celle-ci.

Le télépointage :

Le titulaire devra mettre en place un système de télépointage via badgeuse ou système équivalent pour contrôler l'absentéisme et le temps de travail en entrée et en sortie (de chaque bâtiment) des agents sur les sites. Ce système devra générer des alertes en temps réel, en cas d'anomalies, de retard ou d'absence auprès de l'encadrement du titulaire afin d'agir dans les meilleurs délais.

Contrôle de passage (fiche passage) :

Une fiche « passages » sera mise en place dans les lieux fréquentés par du public. Elle devra être remplie et signée après chaque prestation en indiquant la date et l'heure d'exécution.

8.2. Qualité des prestations

Les prestations seront exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation des zones à entretenir.

La qualité des prestations devra répondre au minimum à trois critères :

Aspect :

Il s'agit de la première impression visuelle de netteté et de propreté d'une zone. Les prestations doivent être adaptées à la nature des matériaux et les produits utilisés ne doivent en aucun cas altérer l'aspect et la structure des matériaux nettoyés. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter certains produits utilisés par le titulaire de l'accord-cadre.

Confort :

Il s'agit de la perception olfactive, tactile et auditive, ainsi que de la sécurité offerte par la zone. Le titulaire supprimera les mauvaises odeurs par l'utilisation de produits écologiques appropriés. Les surfaces traitées ne devront pas être désagréables au toucher ou au contact. Les prestations seront effectuées de manière à éviter tout bruit intempestif, ou à une heure à laquelle le dérangement est minimal. Les surfaces au sol ne devront présenter aucune glissance susceptible de constituer un danger pour les usagers. Dans le cas contraire, et ce, pour un laps de temps très limité, une signalisation adéquate sera mise en place.

Hygiène, régularité et continuité de la qualité du service :

Les prestations devront s'attacher à réduire la pollution à un niveau non dangereux et à ne pas provoquer de pollution nouvelle par l'usage intempestif de méthodes ou de produits nocifs. À cet effet, il sera tenu compte des risques particuliers que présentent les lieux, objet de l'accord-cadre. Les prestations seront exécutées selon la régularité indiquée dans les fiches identification.

Article 9. Chiffrage des prestations

9.1. Prestations de nettoyage des locaux

Le titulaire indiquera son taux horaire incluant l'ensemble des exigences formulées au CCTP (moyens humains/matériels et frais auxiliaires).

A partir de ce taux et en utilisant le nombre d'heures affecté, un prix forfaitaire par site sera ainsi établi.

9.2. Prestations exceptionnelles de nettoyage des locaux

Le titulaire indiquera un **taux horaire par agent** incluant l'ensemble des exigences formulées au CCTP (moyens humains/matériels et frais auxiliaires) pour les éventuelles prestations exceptionnelles de nettoyage des locaux (non inclus dans le prix forfaitaire des prestations récurrentes).

9.3. Prestations de nettoyage de la vitrerie

Le titulaire indiquera un **prix forfaitaire** pour l'ensemble des prestations de vitrerie.

9.4. Prestations exceptionnelles de vitrerie

Le titulaire indiquera un **taux horaire par équipe** incluant l'ensemble des exigences formulées au CCTP (moyens humains/matériels et frais auxiliaires) pour les éventuelles prestations exceptionnelles de nettoyage de la vitrerie (non inclus dans le prix forfaitaire des prestations récurrentes).